



*CLUB CONVAINCRE DU RHONE*

New letter Europe N° 58 du 4 mars au 17 mars 2025



### **L'ARMÉE EUROPÉENNE : Est ce faisable, maintenant ?**

Sans les USA, l'Europe est-elle capable de se défendre ? En 1954, l'Assemblée nationale française a refusé de ratifier le traité instituant la Communauté européenne de défense (CED), ce projet visant à créer **une armée européenne commune**. Depuis 2009, où le **Traité de Lisbonne** signé en 2007 entre en vigueur pour renforcer la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'Union européenne. Il prévoit la création d'un(e) Haut représentant de l'UE qui dirige la politique étrangère et de sécurité de l'UE. Ce traité prévoit une clause de **défense mutuelle**, obligeant les Etats membres à s'entraider en cas d'agression armée contre l'un d'entre eux. Mais du fait de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) beaucoup de pays de l'UE dépendent du matériel militaire acheté aux Américains ne permettant pas à une industrie européenne de défense de se développer.

Après les déclarations de Donald Trump "***L'UE a été conçue pour entuber les Etats Unis, il a également menacé d'imposer des tarifs douaniers de 25% sur l'UE, affirmant que l'Union avait été créer pour emmerder les USA***" Le 6 mars 2025 les 27 Etats membres se sont réunis pour valider un plan de **800 milliards d'€** pour renforcer la défense européenne et réarmer l'Europe. Ce plan inclut des mesures pour augmenter les dépenses de défense de chaque pays en dérogation au Pacte de stabilité et de croissance (3% du PIB) et d'accéder à des prêts pour l'achat de matériel militaire. Mais pour une armée commune, il faut des troupes, du matériel, un commandement militaire unique et une protection stratégique. Celle-ci ne peut être apportée que par la France, qui est le seul pays occidental à posséder une dissuasion nucléaire indépendante des USA.

Il appartient aux États de constituer **une coalition volontaire** incluant le Royaume -Uni et la Norvège mais peut-être aussi le Canada et l'Australie avec une direction désignée par

les chefs d'Etats, et un corps de soldats de 5 000 à 15 000 hommes. Cette troupe professionnelle et européenne (Eurocorps) pourrait s'adjoindre en cas de conflit de 40 000 à 80 000 de militaires nationaux. Comme force d'intervention rapide en Europe et dans le monde, elle dépendra d'un commandement commun comme aujourd'hui dans l'OTAN. **Comment les armer** en l'absence de matériel américain ? Par une production de masse de matériel militaire (munitions, drones, défense anti aérienne, moyens de transport), c'est pourquoi les entreprises de la sidérurgie et de l'automobile en Europe ne doivent-elles pas être reconverties ? Il n'y a rien d'insurmontable et le seul obstacle qui puisse se dresser devant les européens est **l'absence de volonté**.

Source : *Sauvons l'Europe* du 4 mars 2025



## **DROITS DES FEMMES : *Que fait l'Union européenne ?***

Depuis la création de la Commission européenne, **l'égalité femmes-hommes fait partie des priorités de l'Union européenne**. De 2020 à 2025, une stratégie de lutte contre toutes les formes de violences à l'égard des femmes, de réduction des écarts entre les hommes et les femmes sur le marché du travail ou l'intégration de la dimension de genres dans les politiques de l'UE ont été mises en oeuvre. En 2024 les Etats membres ont obtenu une note moyenne de **71 sur 100** pour l'indice d'égalité de genre et les progrès en matière d'égalité entre les hommes et femmes restent lents et inégaux entre les régions. Dans l'UE une femme sur trois a été victime de violences physiques et/ou sexuelles et les écarts en matière d'emploi ou de rémunération ne se réduisent que lentement, de plus les normes discriminatoires et les stéréotypes persistent. Les femmes sont surreprésentées dans les postes moins bien rémunérés et sous représentées dans les rôles décisionnels.

En mars 2025, la Commission européenne a présenté une nouvelle feuille de route pour prolonger les efforts afin d'éliminer la violence et les stéréotypes sexistes et promouvoir l'égalité des chances sur le marché du travail ainsi qu'assurer un meilleur équilibre H/F dans les prises de décisions. A cette occasion, la présidente de la Commission européenne, Mme Ursula von der Leyen, a déclaré : « Il n'y a aucune raison pour qu'une femme soit moins payée qu'un homme. Ou pourquoi elle devrait avoir des normes de santé inférieures ou faire face à la violence, en raison de son sexe. Nous savons que les sociétés où les femmes et les hommes sont traités sur un pied d'égalité sont meilleures, plus justes et plus prospères. . La feuille de route présentée aujourd'hui témoigne de notre ferme engagement à poursuivre la construction d'une Union européenne fondée sur l'égalité entre les hommes et les femmes et les droits des femmes ».

Les objectifs de cette nouvelle feuille de route incluent : L'élimination des **violences sexistes** et le soutien aux victimes; L'**égalité des rémunérations** et l'autonomisation économique des femmes; Un meilleur **équilibre entre vie professionnelle et vie privée**, en promouvant notamment le partage égal des responsabilités en matière de soins entre les femmes et les hommes; L'**égalité des chances en matière d'emploi et des conditions de travail** justes; Une **éducation inclusive** encourageant les femmes dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques et les hommes dans les soins et l'éducation; Une représentation politique équitable et la **lutte contre le sexisme**, des mécanismes institutionnels solides pour **garantir l'égalité des sexes**. La Commission appelle les institutions et les Etats membres à soutenir ces engagements et à mettre en place des actions concrètes pour faire avancer les droits des femmes en Europe.

Source : *Tout l'Europe* du 8 mars 2025



## **GUERRE EN UKRAINE : *Un cessez-le-feu en perspective ?***

Le mardi 11 mars 2025 en Arabie Saoudite, les **négociateurs ukrainiens ont accepté la proposition américaine d'un cessez-le-feu de 30 jours**, à condition que la Russie s'y engage et ils ont obtenu le rétablissement de l'aide des USA (incluant le partage de renseignements) suspendue au début du mois et les deux parties pourraient également conclure *"dès que possible"* un accord pour le développement des ressources minérales essentielles de l'Ukraine qui était en cours d'élaboration avant l'altercation entre les présidents américain et ukrainien dans le 28 février 2025 dans le bureau ovale de la Maison Blanche. Les principaux dirigeants européens ont salué l'annonce et Antonio Costa Président du Conseil européen a déclaré " ***C'est une évolution positive qui peut contribuer un pas vers une paix globale, juste et durable pour l'Ukraine***".

Lors d'une conférence de presse le jeudi 13 mars, Vladimir Poutine a déclaré " ***Nous sommes d'accord avec la proposition d'arrêter les combats, mais nous partons du principe qu'un arrêt des combats doit emmener vers une paix durable***", pour répondre à la proposition américaine de cessez-le-feu de 30 jours, acceptée par le président ukrainien Volodymyr Zelensky. Le dirigeant russe semble ouvert à une trêve mais il a posé certaines conditions pour mener à une paix durable car il craint que l'Ukraine n'utilise ce temps pour se renforcer et dans le même temps il estime qu'un règlement du conflit doit tenir compte de "ses causes profondes". Il attend donc de discuter les détails avec ses partenaires américains. Donald Trump a salué depuis le bureau ovale de la Maison Blanche, la déclaration " ***très prometteuse***" du chef du Kremlin, tout en la trouvant incomplète et à réitéré son intention de s'entretenir de nouveau avec lui.

Les dirigeants européens saluent les progrès vers une trêve mais restent très prudents face aux conditions posées par la Russie. Ils insistent sur **une paix durable** et sur **le**

**respect de l'intégrité territoriale de l'Ukraine.** Emmanuel Macron président de la France insiste sur l'importance d'une solution européenne et ukrainienne et il propose une trêve d'un mois couvrant les aires, les mers et les infrastructures énergétiques, tout en envisageant des troupes européennes pour surveiller le respect de la trêve. Le Premier ministre britannique Keir Starmer soutient fermement l'Ukraine et explore avec d'autres pays européens des moyens de renforcer l'aide économique et militaire. En Allemagne, le futur chancelier Friedrich Merz collabore avec la France pour renforcer **la défense européenne** en envisageant une extension du "Parapluie nucléaire" français. Ces positions reflètent **une volonté commune de soutenir l'Ukraine** tout en cherchant à garantir une trêve efficace et équitable.

**Source :** *Tout l'Europe du 14 mars 2025*

